

ÉDITORIAL

LA FORMATION EN FRANCE À LA VEILLE DE L'EUROPE

En 1992, l'Europe... L'urgence est de réussir notre intégration européenne. Nos politiques, nos économistes ne se font pas faute de nous le rappeler. Mais l'enjeu de l'intégration dans l'Europe suppose un effort massif vers l'Éducation. L'idée que 80 % des jeunes puissent parvenir au bac a fait son chemin en France ; elle est maintenant assez bien acceptée dans l'opinion publique.

Le double jeu de l'augmentation du nombre de jeunes dans les établissements et de la difficulté actuelle de recrutement des enseignants risque de nous confronter à un problème d'insertion en nombre d'enseignants sans formation, situation que nous avons connue en France dans les années cinquante avec l'arrivée massive d'enseignants mal préparés, non formés à la profession enseignante. Va-t-on recommencer ?

Que signifierait donner la priorité à l'éducation si l'on ne prenait pas en compte les principaux acteurs que sont les enseignants. Augmenter le niveau scolaire d'une large majorité d'enfants implique d'avoir des enseignants bien formés.

Dans une perspective politique de priorité à l'éducation, il nous faut être vigilant pour que la formation ne soit pas laissée pour compte.

Mais quelle formation ?

On persiste dans l'erreur de penser la formation des enseignants d'abord et le plus souvent en termes de formation initiale. Pourtant, pour des raisons quantitatives évidentes, c'est par la formation

permanente que les enseignants dans leur ensemble seront le mieux à même de s'adapter aux mutations profondes exigées dans l'éducation. Certes, la formation initiale est et reste nécessaire; encore faut-il qu'elle soit adaptée au cursus de plus en plus diversifié des nouveaux enseignants et qu'elle soit conçue en fonction de la formation continue. En ne prenant comme exemple que les maîtres de l'enseignement élémentaire en 1988, un programme et des modalités d'évaluation identiques pour tous sont établis et appliqués à des personnes dont les âges et les passés professionnels sont extrêmement divers, comme si on n'avait affaire qu'à de jeunes bacheliers qui ont tout à apprendre. Il est temps également de mettre l'accent sur des contenus de formation privilégiant la didactique et les sciences de l'éducation en opposition à la dérive actuelle qui tend à éliminer la pédagogie au « profit » de la formation académique disciplinaire.

Le moment n'est-il pas venu de penser à mieux structurer notre système de formation. Les Missions Académiques à la Formation créées en 1982, ont certes su donner une impulsion réelle à la formation continue des enseignants. Les Écoles Normales qui possèdent un savoir-faire certain en ce qui concerne la formation continue restent encore trop souvent dans une attitude isolationniste. Quant aux Universités, elles ont trop longtemps voulu ignorer le problème. Encore que depuis quelques années des centres universitaires de formation aient été créés dans certaines universités. Si l'on veut diversifier la formation, il faut savoir diversifier les lieux de formation, mais aussi organiser des lieux et des réseaux d'échange entre les différents formateurs et entre les différentes institutions de formation afin de prendre en compte de façon plus cohérente la problématique actuelle des métiers de l'Éducation.

Si la formation des enseignants est une des clés pour l'évolution du système éducatif, il est nécessaire alors d'avoir des formateurs d'enseignants. Nous sommes loin d'être suffisamment armés en ce domaine. Notre système donne même l'impression d'avoir régressé au cours des dernières années: témoin la disparition des centres de formation continuée et initiale des professeurs d'École Normale. Leur principe devrait en être repris et étendu à tous les niveaux scolaires, afin d'épauler les missions à la formation dans leur tâche. D'autre part, les enseignements universitaires dispensent des qualifications qui ne sont pas utilisées, alors que les formateurs (professeurs d'École Normale, IDEN, IPR, etc.) ne reçoivent aucune formation de ce type.

On peut se demander au vu de quelles analyses sont lancés chez nous les nouveaux programmes de formation ? Dans l'industrie une part du budget est consacrée à la recherche à la fois pour le lancement et l'évaluation des produits. Pourquoi ne peut-on le faire en matière d'Éducation ?

Enfin, quel intérêt accorde-t-on en France aux enseignants prêts à suivre des formations continues ? S'inscrire dans des stages de formation, investir de son temps et de son énergie dans des actions d'innovation et de recherche, ne reçoivent actuellement aucune reconnaissance. Certains pays, autour de nous, font déjà un effort de valorisation pour de telles actions en établissant des certifications.

En 1992, les équivalences de diplômes entre tous les enseignants d'Europe seront établies. Une telle disposition aura obligatoirement des conséquences sur la formation professionnelle des enseignants. Il est temps de revoir, dès maintenant, les structures de formation.